



**REGLEMENT DE L'ASSOCIATION INTERCOMMUNALE
DU SDIS GROS-DE-VAUD**

EDITION 2012

Règlement de l'association intercommunale du SDIS Gros-de-Vaud groupant les communes de

Assens, Bercher, Bettens, Bioley-Orjulaz, Echallens, Essertines-sur-Yverdon, Etagnières, Fey,
Goumoëns, Jorat-Menthue, Montilliez, Oppens, Orzens, Oulens-sous-Echallens, Pailly,
Penthéréaz, Poliez-Pittet, Rueyres, Saint-Barthélemy, Villars-le-Terroir, Vuarrens.

Le Conseil intercommunal de l'association de communes du SDIS Gros-de-Vaud,
Vu les articles 112 et suivants de la loi du 28 février 1956 sur les communes (LC),
Vu l'article 9 de la loi du 2 mars 2010 sur le service de défense contre l'incendie et de secours (LSDIS),
Vu l'article 16 des statuts de l'association de communes du SDIS Gros-de-Vaud
arrête

Titre I : Généralités

Article 1 But

Le présent règlement a pour objet l'organisation du service de défense contre l'incendie et de secours (ci-après SDIS), les conditions régissant l'incorporation, la composition et les attributions de l'effectif, ainsi que la tarification des prestations facturables.

Article 2 Attribution

Le Comité de direction est chargé de veiller à l'application du présent règlement.

Article 3 Composition du SDIS

Le SDIS est constitué de :

- l'Etat-major,
- un détachement de premier secours (DPS),
- un détachement d'appui (DAP).

Article 4 Utilisation particulière des membres du SDIS

Chaque commune membre de l'association intercommunale peut disposer des sapeurs-pompiers du SDIS aux fins d'accomplir d'autres tâches d'intérêt public au sens de l'art. 14 LSDIS, pour autant que l'efficacité et la rapidité de la mission de la défense contre l'incendie et de secours ne soit pas compromise.

Les frais résultant de cette utilisation particulière sont déterminés par le Comité de direction et sont mis à charge de la commune demanderesse.

Titre II : Organisation du SDIS

Article 5 Etat-major

L'Etat-major est formé au minimum :

- du commandant du SDIS,
- de son remplaçant,
- du chef du DPS,
- du chef du DAP,
- du responsable de l'instruction,
- du quartier-maître,
- du responsable du matériel
- du responsable technique
- du responsable ARI

L'Etat-major peut être élargi en fonction des besoins spécifiques du SDIS.

Article 6 Commandant du SDIS

Le commandant dirige le SDIS. Il répond de l'aptitude à l'engagement et de l'état de préparation de l'Etat-major et des autres membres du SDIS, de manière propre à assurer le bon fonctionnement et l'efficacité du SDIS.

Il prend toutes les mesures nécessaires à l'accomplissement efficace des missions attribuées au SDIS.

Il peut déléguer certaines de ses tâches. Cette délégation doit être prévue dans les cahiers des charges concernés.

Article 7 Remplaçant du commandant du SDIS

Le remplaçant du commandant supplée celui-ci en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 8 Attributions de l'Etat-major

L'Etat-major soutient et assiste le commandant du SDIS pour garantir l'aptitude à l'engagement et l'état de préparation du SDIS.

En outre, l'Etat-major a les attributions particulières suivantes :

- établir si nécessaire des dossiers d'intervention pour tout objet représentant des risques importants ou difficiles à sauvegarder ;
- organiser, contrôler et éventuellement donner la formation nécessaire adaptée aux missions attribuées au SDIS ; dans ce cadre, établir le tableau des exercices pour l'année suivante ainsi qu'une procédure de suivi de la formation intégrant les outils informatiques fournis par l'ECA ;
- assister le Comité de direction dans le cadre de l'élaboration du budget ;
- prendre toute mesure nécessaire pour respecter le budget, gérer les ressources financières et établir les comptes ; dans ce cadre tenir une liste des présences ;
- rapporter les activités du SDIS et mettre en œuvre des procédures intégrant les outils informatiques fournis par l'ECA ;
- participer à l'élaboration du rapport de gestion ;
- présenter si nécessaire au Comité de direction des propositions de nomination d'officiers ;
- nommer les sous-officiers ;
- dénoncer au Comité de direction les membres du SDIS considérés comme devant être exclus du SDIS, faire l'objet d'une sanction disciplinaire ou d'un retrait de fonction, de grade ou de commandement ;
- désigner les participants aux cours cantonaux et fédéraux ;
- gérer et entretenir les équipements, le matériel, les véhicules et les locaux nécessaires au fonctionnement du SDIS ;
- assurer la bonne collaboration avec d'autres entités ou partenaires en matière de secours.

Article 9 Cahiers des charges

Un cahier des charges définissant les tâches et responsabilités doit être établi pour chaque membre de l'Etat-major.

Article 10 Détachement de premier secours (DPS)

Le DPS intervient comme échelon de première intervention sur l'ensemble du périmètre du SDIS, ainsi qu'en renfort ou en remplacement hors de ce périmètre. Il remplit ses missions conformément aux directives cantonales.

Il est composé des sites opérationnels suivants :

- Bercher, catégorie A,
- Echallens, catégorie E.

Il est formé de :

- chef DPS,
- chef du site opérationnel de Bercher
- chef du site opérationnel d'Echallens, l'un de ceux-ci étant désigné en tant que remplaçant chef DPS.

Dans la mesure du possible, les membres du DPS sont aptes au port d'appareils respiratoires isolants et sont titulaires du permis de conduire adapté aux véhicules du DPS.

Article 11 Détachement d'appui (DAP)

Le DAP intervient sur l'ensemble du périmètre du SDIS, pour appuyer le DPS ou suppléer celui-ci pour certains types d'intervention.

Il est composé de plusieurs sections qui sont localisées selon une analyse commune entre le Comité de direction et l'Etat-major, d'entente avec l'ECA et les communes concernées.

L'emplacement de ces sections DAP fait partie de l'annexe II.

Il est formé de :

- chef DAP,
- des chefs de section DAP, chacun d'entre-eux pouvant être responsables d'une ou de plusieurs sections.

Titre III : Service de sapeur-pompier

Article 12 Conditions d'incorporation

Les personnes volontaires âgées d'au moins 18 ans révolus dans l'année, aptes à servir et domiciliées ou exerçant leur activité professionnelle dans les communes membres du SDIS peuvent être incorporées, en fonction des besoins du SDIS.

La décision d'incorporation est prise par l'Etat-major. Elle est fondée sur les critères suivants :

- aptitudes physiques et techniques au service,
- capacité générale à remplir les missions demandées,
- disponibilité et motivation,
- moralité.

Article 13 Fin de l'incorporation

Perd la qualité de membre du SDIS, sur décision de l'Etat-major, celui qui ne remplit plus les conditions d'incorporation.

Les cas d'exclusion prévus par le Titre VI ci-dessous sont réservés.

Article 14 Rapport d'activités

A la fin de chaque année, le commandant fait rapport sur l'état des effectifs au Comité de direction qui fixe les objectifs en matière de recrutement.

Article 15 Obligation des membres du SDIS

Chaque membre du SDIS est tenu de :

- participer aux cours d'instruction, de formation et d'avancement ;
- participer aux exercices ;
- assurer les services de permanence et de piquet pour le DPS ;
- rejoindre, dans les meilleurs délais, son détachement en cas d'alarme ;
- se conformer aux directives et instructions données par ses supérieurs ;
- préserver et transmettre toutes les preuves ou indices nécessaires aux besoins d'une éventuelle enquête ;
- dans toute la mesure du possible, ne pas divulguer des faits ou informations de nature personnelle, appris/es ou révélés/es dans le cadre du service ;
- adopter pendant et en dehors de son service une attitude digne de respect et de confiance.

Le membre du SDIS empêché de participer à un service, à une formation ou à un exercice, doit demander une dispense dans les meilleurs délais. S'il n'a pas été en mesure de le faire, il doit justifier son absence sans délai.

Article 16 Soldes et indemnités

Tout service, intervention, formation ou exercice effectué est indemnisé par le versement d'une solde dont le montant est fixé par le Comité de direction.

Des indemnités de fonction, également fixées par le Comité de direction, sont allouées aux fonctions suivantes :

- Commandant
- Remplaçant du commandant
- Chef DPS
- Chef DAP
- Responsable de l'instruction
- Quartier-maître
- Responsable du matériel
- Responsable technique
- Responsable ARI
- Autres officiers (non Etat-major)

Titre IV : Intervention et exercices

Article 17

Avant d'ordonner la fin du service, de l'intervention, de la formation ou de l'exercice, le responsable désigné s'assure que le matériel utilisé soit de nouveau prêt à l'engagement. Notamment, il ordonne ou planifie le nettoyage et la remise en état.

Article 18

Le chef d'intervention est habilité à requérir le concours de tiers. Il peut faire distribuer aux intervenants des vivres et des boissons si la durée ou la difficulté de l'intervention le nécessite. Les frais en résultant sont à la charge du SDIS.

Article 19

Pour toute intervention, le chef d'intervention rédige un rapport. Une copie de ce rapport est transmise à l'ECA conformément à la procédure de transmission fixée par l'ECA.

Article 20

Pour chaque année civile, l'Etat-major planifie des exercices du SDIS et soumet un tableau des exercices au Comité de direction pour approbation.

Une fois approuvé par le Comité de direction, le tableau est remis à tous les membres du SDIS ainsi qu'à l'ECA conformément à la procédure de transmission fixée par l'ECA.

Titre V : Frais d'intervention

Article 21 Prestations particulières

Les prestations particulières au sens de l'art. 22 al. 3 LSDIS font l'objet de l'annexe I du présent règlement.

Article 22 Déclenchement intempestif d'un système d'alarme

La participation aux frais d'intervention résultant du déclenchement intempestif d'un système d'alarme au sens de l'art. 22 al. 4 LSDIS, fait l'objet de l'annexe I du présent règlement.

Titre VI : Discipline

Article 23 Sanctions

Toute personne incorporée qui viole les obligations résultant du présent règlement ou qui enfreint les ordres donnés est passible d'une sanction disciplinaire. La sanction disciplinaire peut prendre la forme d'un avertissement, d'une suspension ou d'une exclusion du SDIS.

La sanction disciplinaire est prononcée au terme d'une procédure ouverte d'office ou sur requête. La personne susceptible d'être sanctionnée doit être informée des griefs qui lui sont reprochés et doit être entendue sur ces griefs.

La sanction doit être proportionnée aux circonstances et à la gravité de la faute. Il sera notamment tenu compte des antécédents disciplinaires de la personne à sanctionner, pour éventuellement aggraver la sanction.

Article 24 Violation des obligations des membres du SDIS

Constituent une violation des obligations des membres du SDIS notamment :

- l'absence à un service, une intervention, une formation ou un exercice, sans excuse valable ou dispense selon l'art. 15 du présent règlement ;
- l'abandon de poste, l'insubordination ou la désobéissance, le scandale, la consommation d'alcool ou de produits stupéfiants ;
- la détérioration volontaire ou par négligence des équipements confiés ;
- l'utilisation des équipements en dehors du service ;
- l'arrivée tardive ou en tenue incomplète ou inappropriée ;
- tout manquement aux obligations de l'art. 15 du présent règlement ;
- tout autre comportement constitutif d'une infraction ou portant préjudice au bon fonctionnement du SDIS.

Article 25

La suspension ou l'exclusion du corps est prononcée par le Comité de direction.

L'avertissement est prononcé par le commandant du SDIS. Il peut être contesté devant le Comité de direction dans les 30 jours dès la notification du prononcé.

Titre VII : Entrée en vigueur

Article 26 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre immédiatement en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement mais au plus tôt le 1^{er} janvier 2012.

Article 27 Abrogation

Il abroge les précédents règlements sur le service de défense contre l'incendie et secours des communes membres du SDIS.

Annexe I : frais d'intervention

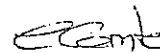
Annexe II : emplacement des DAP

Approuvé par le Comité de direction de l'association de communes SDIS Gros-de-Vaud, le

Le Président

(LS)

Le Secrétaire



Adopté par le Conseil intercommunal dans sa séance du

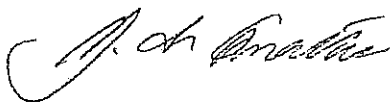
Le Président

(LS)

Le Secrétaire



Approuvé par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement, le 16 JAN. 2012



Annexe I au REGLEMENT de l'Association de communes SDIS Gros-de-Vaud

Titre I : Frais d'intervention

Article 1 Généralités

Les interventions en matière de SDIS sont en règle générale gratuites, sauf pour les cas prévus selon les dispositions légales (art. 22 LSDIS).

Article 2 Système d'alarme automatique

Pour un déclenchement intempestif d'un système d'alarme au sens de l'article 33 RLSDIS :

- a. 400.- fr. au maximum par alarme lorsqu'il s'agit de la première alarme survenue durant l'année en cours ;
- b. 800.- fr. au maximum par alarme pour la deuxième alarme survenue dans l'année civile en cours ;
- c. 1'200.- fr au maximum par alarme dès la troisième alarme survenue dans l'année civile en cours.

Article 3 Prestations particulières

Une participation aux frais d'intervention peut être mise à la charge des personnes en faveur desquelles ou à cause desquelles les sapeurs-pompiers ont fourni une prestation particulière au sens de l'article 34 RLSDIS :


- a. le sauvetage de personnes ou d'animaux en difficulté : 5'000.- fr. au maximum ;
- b. le dégagement de personnes bloquées dans un ascenseur : 2'500.- fr. au maximum ;
- c. recherches de personnes : 5'000.- fr. au maximum ;
- d. inondations pour cause technique ou résultant d'une négligence ou d'un défaut d'entretien : 5'000.- fr. au maximum ;
- e. autres prestations selon accord avec le bénéficiaire ou d'autres instances.

Approuvé par le Comité de direction de l'association de communes du SDIS Gros-de-Vaud, le

Le Président

(LS)

Le Secrétaire



Adopté par le Conseil intercommunal dans sa séance du

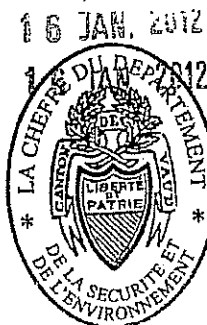
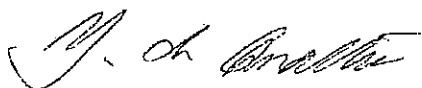
Le Président

(LS)

Le Secrétaire



Approuvé par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement, le



Annexe II au REGLEMENT de l'Association de communes SDIS Gros-de-Vaud

Titre I : Emplacement des sections DAP

Article 1 Généralités

L'emplacement des sections DAP fait l'objet d'une analyse commune entre le Comité de direction et l'état-major du SDIS, d'entente avec l'ECA et les communes concernées.

Article 2 Emplacements et catégories des sections DAP

Catégorie Y :

- Essertines-sur-Yverdon
- Etagnières
- Goumoëns
- Jorat-Menthue
- Montilliez

Catégorie Z :


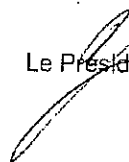
- Bercher (dans les locaux du site DPS)
- Echallens (dans les locaux du site DPS)
- Oulens-sous-Echallens
- Orzens
- Villars-le-Terroir

Approuvé par le Comité directeur de l'association de communes du SDIS Gros-de-Vaud, le

Le Président

(LS)

Le Secrétaire



Adopté par le Conseil intercommunal dans sa séance du

Le Président

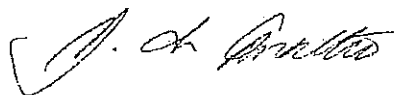
(LS)

Le Secrétaire



Approuvé par la Cheffe du Département de l'environnement, le

16 JAN. 2012



Intérieur

Le Conseil d'Etat a approuvé, en date du 25 janvier 2012:

- la modification de l'article 2 des statuts de l'Association intercommunale des établissements scolaires de Mézières et environs (AIESM), dont les communes membres sont : Carrouge, Corcelles-le-Jorat, Ferlens, Mézières, Montpreveyres, Ropraz, Servion, Vucherens et Vuillens;
- les nouveaux statuts de l'Association intercommunale pour l'épuration des eaux de Domdidier et environs (AIDE) dont les communes membres sont : Avenches (VD), Domdidier (FR), Dompierre (FR), Léchelles (FR), Russy (FR) et Saint-Aubin (FR);
- les nouveaux statuts de l'Association régionale pour l'action sociale Prilly-Echallens (ARASPE), dont les communes membres sont: Assens, Bercher, Bettens, Bioley-Orjulaz, Bottens, Boulens, Bourrens, Bousens, Bretigny-sur-Morrens, Chapelle-sur-Moudon, Correvon, Cugy, Dailles, Denez, Echallens, Essertines-sur-Yverdon, Etagnières, Fey, Froideville, Goumoëns, Jorat-Menthue, Lussery-Villars, Martherenges, Mèx, Montilliez, Mont-sur-Lausanne, Morrens, Neyruz-sur-Moudon, Ogens, Oppens, Oulens-sous-Echallens, Pailly, Penthaz, Penthéraz, Peyres-Possens, Poliez-Pittet, Prilly, Rueyres, Saint-Barthélemy, Saint-Cerges, Sulens, Thierrens, Villars-le-Terroir, Vuarrens et Vuflens-la-Ville.

Les objets adoptés par un conseil communal ou intercommunal sont susceptibles de référendum communal ou intercommunal, dans les 20 jours qui suivent la présente publication (art. 107 et 112 de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques; RSV 160.01)

En outre, les objets approuvés susmentionnés - ou le refus de l'approbation des objets susmentionnés - sont susceptibles d'une requête à la Cour constitutionnelle dans un délai de 20 jours à compter de la présente publication (art. 3 al. 3 et 5 al. 2 de la loi du 5 octobre 2004 sur la juridiction constitutionnelle; RSV 173.32).

Service des communes et des relations institutionnelles

Santé et action sociale

Centre social régional Broye-Vully

A vous JAICO CARRANZA Carlos Ernesto, né le 28 avril 1967, sans domicile connu.

En date du 24 janvier 2012, le Centre social régional Broye-Vully a rendu une décision de restitution et de remboursement vous concernant, fondée sur l'article 41 de la loi du 2 décembre 2003 sur l'action sociale vaudoise (LASV).

La décision peut être consultée auprès du Centre social régional Broye-Vully, Hôtel de Ville, 1530 Payerne.

131282

Le directeur: Michel Berther

Sécurité et environnement

La cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement a approuvé, en date du 16 janvier 2012:

- le Règlement sur le service de défense contre l'incendie et de secours de l'association intercommunale du «SDIS Gros-de-Vaud» groupant les communes d'Assens, Bercher, Bettens, Bioley-Orjulaz, Echallens, Essertines-sur-Yverdon, Etagnières, Fey, Goumoëns, Jorat-Menthue, Montilliez, Oppens, Orzens, Oulens-sous-Echallens, Pailly, Penthéraz, Poliez-Pittet, Rueyres, Saint-Barthélemy, Villars-le-Terroir, Vuarrens.

L'objet adopté par un conseil communal ou intercommunal est susceptible de référendum communal ou intercommunal, dans les 20 jours qui suivent la présente publication (art. 107 et 112 de la loi du 16 mai 1989 sur l'exercice des droits politiques; RSV 160.01)

En outre, l'objet approuvé susmentionné - ou le refus de l'approbation de l'objet susmentionné - est susceptible d'une requête à la Cour constitutionnelle dans un délai de 20 jours à compter de la présente publication (art. 3 al. 3 et 5 al. 2 de la loi du 5 octobre 2004 sur la juridiction constitutionnelle; RSV 173.32).

La cheffe du Département: Jacqueline de Quattro

Approbation d'un plan de protection des eaux

Le 19 janvier 2012, le département a approuvé:

- le plan de délimitation et règlement d'application des zones de protection S1, S2 et S3 des sources de Pierre-Ozaire, propriété des Communes de Lausanne et de Lutry, sur le territoire de la Commune de Savigny.

Approbation d'un plan de protection des eaux

Le 20 janvier 2012, le département a approuvé:

- le plan de délimitation et règlement d'application des zones de protection S1, S2 et S3 des captages du By, du Bugnon et du Puits de la Rochette, propriété des Communes de Longirod et Marchissy, sur le territoire des Communes de Longirod et Marchissy.

Infrastructures

AVIS D'ENQUETE COMPLEMENTAIRE

District: Gros-de-Vaud

Commune: Montilliez

Route cantonale N° 439d hors traversée de localité

Réfection de la route / Aménagement et assainissement de la chaussée

Le Service des routes, se conformant aux dispositions de la loi du 10 décembre 1991 sur les routes et de la loi du 25 novembre 1974 sur l'expropriation soumet à l'enquête publique

du 31 janvier au 2 mars 2012 inclusivement

- a) l'expropriation du terrain et des droits nécessaires à la réalisation du projet sur la parcelle N° 51 de la Commune de Montilliez.

Le dossier est déposé au greffe municipal de votre commune.

Les intéressés ont la faculté de formuler une déclaration d'opposition s'ils estiment que cette expropriation n'est pas justifiée par un intérêt public suffisant. Les oppositions doivent être adressées par écrit au greffe municipal ou consignées sur la feuille d'enquête, dans le délai indiqué, faute de quoi il ne sera pas possible d'en tenir compte.

Les intéressés sont invités à signaler les sources, les canalisations ou tous autres ouvrages non indiqués sur les plans qui pourraient être touchés par les travaux, en précisant si possible leur situation et leur profondeur.

Les bailleurs sont tenus de faire part de l'enquête sans délai à leurs locataires ou fermiers dont les baux sont atteints par l'expropriation et ne sont pas annotés au Registre foncier, et d'informer l'expropriant de l'existence de tels baux.

Les modifications qui seraient apportées à l'état des immeubles ou aux rapports juridiques les concernant pendant l'enquête ou la procédure ultérieure, ne seront pas prises en considération pour la fixation du chiffre des indemnités. Elles ne pourront donc en aucun cas justifier une augmentation de celles-ci.

Département des infrastructures
Service des routes

Approbation de projet routier

Le 20 janvier 2012, le département a approuvé préalablement:

Commune de Lucens

- amélioration du réseau routier et souterrain de l'avenue de la Gare.

Service des routes

Approbation de projet routier

Le 23 janvier 2012, le département a approuvé préalablement:

Commune de Genolier

- aménagement d'une piste piétonnière et réfection d'une partie de la chaussée de la route de Duillier.

Service des routes

Approbation de projet routier

Le 20 janvier 2012, le département a approuvé préalablement:

Commune de Cheseaux-Noréaz

- élargissement de la route existante du chemin de Noréaz et création d'un chemin piétonnier.

Service des routes